

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 655 - 13 mars 1997 - Prix 2,50 F

MEETING PCF-MDC à St-Nazaire pour le Référendum



La loi DEBRE a, durant ces dernières semaines, mobilisé. A propos de ces lois qui déchirent la France, Jean-Yves MARTIN, dans un article, aborde une série de réflexions. (page 3).



JUPPE et CHIRAC persistent et signent. Alors que les chiffres du chômage une nouvelle fois progressent, BAYROU d'un côté, le Président de la République de l'autre, s'exclament sur la Jeunesse. Gaëtan PAPILLON, secrétaire de l'U.E.C., répond à nos questions. (page 3)



par Chantal Dronval
membre du Bureau Fédéral

Etre au niveau des attentes sociales

« C'est en respectant le pluralisme à gauche et par la franchise des échanges, des confrontations d'appréciations, d'idées, de propositions que nous pourrions progresser ensemble dans la construction d'une solide perspective, crédible et mobilisatrice pour notre peuple... » Ainsi s'exprimait récemment Robert Hue présentant l'initiative des Assises pour le changement en 1998, lancée par le PCF.

Parce qu'à gauche les exigences montent. Celle d'un référendum sur monnaie unique qui grandit à mesure que la pétition proposée par les militants communistes circule. Celle de la parité au pays de droits de l'homme, poussée par l'aspiration à la reconnaissance des droits des femmes. Celle de l'emploi des jeunes, comme en témoigne ce sondage qui place en tête des préoccupations des 14-25 ans, le chômage. Celle d'une Europe sociale qui privilégie à l'argent, les salariés qui travaillent et portée par

l'élan suscité par les « Renault ». Celle d'une France excluant l'exclusion et réclamée par les manifestants refusant le projet Debré.

Oui, à gauche le débat s'impose sur ces questions. Pour être au niveau des attentes sociales comme l'exprimait encore Robert Hue, il faut que la gauche apparaisse porteuse d'une perspective de changement. Etre unitaire, vouloir tout faire pour que la gauche puisse gagner en 1998 et faire vraiment la politique de changement nécessaire, cela implique selon les communistes, un débat au grand jour, franc et loyal pour s'efforcer de surmonter les difficultés. Etre crédible nécessite que la gauche se situe au niveau des attentes sociales.

C'est le sens de l'activité que vont déployer les communistes dans les mois qui viennent pour que la gauche s'ouvre à l'ambition, à l'innovation, à la force d'un projet transformateur.

3850

C'est le nombre recueilli à ce jour de pétitions pour un référendum sur la monnaie unique. Les initiatives se multiplient. Jetons, pages 4 et 5, un coup d'œil sur toutes ces initiatives.



ACTUALITE

• INSÉCURITÉ

Les habitants du quartier Saint-Joseph à Nantes interpellent avec les élus communistes, les autorités compétentes. Page 6

• SOUSCRIPTION

La 3^e liste de souscription pour rénover et améliorer la Maison des communistes. Page 8

• LA VIE DU PARTI

Dans l'ensemble du département les communistes sont à l'initiative avec les gens. Témoignages et prises de positions. Page 6

LOI DEBRÉ : Un grand cri

CES LOIS QUI DECHIRENT LA FRANCE

« Qu'as-tu fait de ton frère ? », demandent les responsables des églises chrétiennes de France à propos de la loi Debré sur l'immigration.

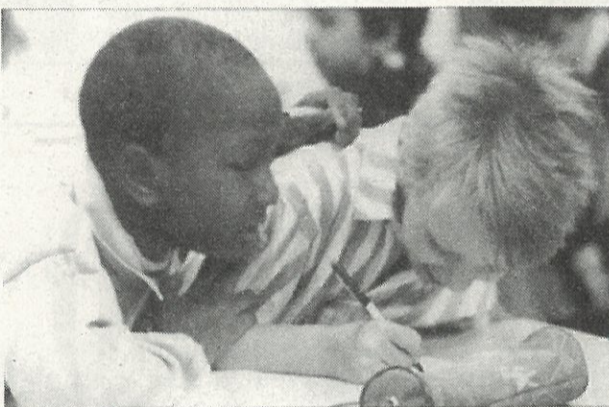
« Si la volonté de réprimer l'immigration illégale aboutissait à laisser désigner tout demandeur d'asile comme un suspect, disent-ils, le risque serait grand de rendre plus précaire le statut de tous les étrangers, même en situation régulière, d'attiser les peurs et de compromettre les équilibres nécessaires au « vivre ensemble » dans notre société ».

Les manifestants du 22 et du 25 février à l'appel de personnalités descendants d'immigrés dont « à prononcer les noms sont difficiles » disaient la même chose en appelant aux valeurs universelles de la France, pays des droits de l'Homme et en redonnant une vigueur nouvelle à l'idée républicaine de désobéissance civique.

C'est à l'honneur des Parlementaires communistes, d'avoir, tout au long de la discussion à l'Assemblée et au Sénat,

bataillé ferme contre le texte gouvernemental inspiré des lois Pasqua et des pratiques qui avaient cours sous Vichy, à savoir :

- mesures de confiscation des passeports,
- création de fichiers des empreintes digitales,



- fouilles dans les véhicules,
- visites domiciliaires inopinées chez les hébergeants,
- interventions poli-

LOI DEBRÉ :
SÉGRÉGATION
DISCRIMINATION

DANGER POUR
LES LIBERTÉS

cières dans les entreprises,

- incitations à la délation et à transformer les citoyens et les élus en auxiliaires de police,

- assimilation permanente de l'étranger à une menace contre l'ordre public qu'il soit en situation régulière ou irrégulière.

« Dans l'histoire, fait remarquer Robert Hue, ce n'est pas la première fois que l'on essaie de montrer les immigrés du doigt. Il y a la volonté de choisir un bouc émissaire. C'est à l'honneur de notre pays que des milliers d'hommes et de femmes se lèvent contre cela. Sinon, où en serait-on aujourd'hui de la démocratie ? ».

Qu'en serait-il, en effet, de la grève, de l'objection de conscience, du vote des femmes, s'il n'y avait pas eu des grèves illégales, des objecteurs, des candidatures féminines avant le droit ?

« La désobéissance civique est un acte moral essentiel, dit le responsable communiste. Cet appel n'ouvre pas des boulevards à Le Pen, bien au contraire. Il y a derrière cette notion, toute une démarche contre la division, pour l'intégration. Dire non à cette loi, c'est être responsable. Ce qui se passe en ce moment est un grand cri ».

SURSAUT

par Jean-Yves Martin

La vague pétitionnaire et protestataire contre la loi Debré mérite qu'on y revienne un instant.

Il n'est pas indifférent de constater qu'elle est partie des milieux artistiques, et pour être précis, de la jeune génération des cinéastes. Elle s'inscrit dans le prolongement de l'engagement d'Emmanuelle Béart pour les Sans-papiers de l'église Saint-Bernard, et de la lutte des intermittents du spectacle, telle qu'on l'a vu s'exprimer au cours des grands messes médiatiques des Césars, Victoires et autres Molières.

Elle n'a pas été le fait de quelques « intellos » au sens étroit du mot. La réaction genre Dupont-la-Joie du soi-disant ministre de la ville et de l'intégration, Eric Rault, parlant « l'intégration c'est pas du cinéma » en assignant ces jeunes cinéastes à vivre dans un quartier dûment précisé de banlieue, avait quelque chose d'insupportable. Quoi, Mathieu Kassovitz (« La haine »), Cédric Klapisch (« un air de famille ») et Sandrine Veysset (« Y'aurait-il de la neige à Noël ? ») césarisés plusieurs fois, ne seraient pas, comme en témoignent éloquentement leurs films, d'authentiques et sensibles connaisseurs des durs problèmes de banlieue ?

Ensuite, d'autres les ont rejoints. Des écrivains d'aujourd'hui, pas les pétitionnaires habituels des listes jacklangiennes du début de l'époque Mitterrand, de nombreux jeunes écrivains, là aussi, et des auteurs plus mûrs, Jean Vautrin, Erik Orsenna, Robert Sabatier, Jean-Marie Le Clezio, André Stil, des essayistes, Régis Debray, Pascal Bruckner, Edgar Morin, des poètes et des auteurs de bandes dessinées comme Tardi ou Mordillat.

Certes on peut remarquer la « légèreté » du texte de la première pétition. En ne mettant l'accent que sur la seule obligation, alors prévue, de la déclaration en Mairie, par les hébergeants eux-mêmes, de la fin d'un séjour d'un étranger chez-eux. Mais, ça, les initiateurs de cette première pétition l'ont rapidement compris et admis.

Bien sûr, on peut, comme l'a fait Emma-

nuel Todd, attirer l'attention sur les risques de certains effets pervers d'une telle approche dans un tel contexte : « Une machine infernale a été lancée. Elle compte trois pôles : le Front National, le RPR inquiet et le pôle d'une pensée socialo-libérale (...) cette pensée unique qui consiste à soutenir qu'une seule politique socio-économique est possible. Le débat étant interdit, il faut parler d'autre chose, et donc dériver vers la question de l'immigration. C'est une construction de leurres. En ce sens, la pensée unique et le FN ont une communauté d'intérêt. Bernard Henry Lévy et Le Pen sont deux ennemis qui se choisissent et se nourrissent l'un de l'autre ». C'est bien vu, et il faut sortir de ces pièges..

Enfin, l'appel à la désobéissance civique, tout-à-fait légitime dans ce cas, peut aussi s'avérer à double tranchant. Car, comme l'a souligné à juste titre Alfred Grosser, « si chacun se dit juge d'en référer à sa conscience morale pour ne pas appliquer une loi, que peut-on reprocher aux commandos anti-avortements ? ». Chacun a pu constater depuis, la relance de l'activité des tels commandos ces derniers jours. Est-ce un hasard ?

Tout cela est vrai, mais nous ne saurions pour autant oublier l'émotion et la pertinence de l'interpellation de Julia Kristeva au 29^e Congrès du PCF, par laquelle elle a souligné que l'esprit de révolte est indispensable à la personne humaine et à une politique de la morale. S'adressant à nous, communistes, elle nous a dit : « Si vous oubliez cette vocation d'être un parti de la révolte, je crois que vous perdez la chance qui est la vôtre !... ».

Alors oui, bravo aux créateurs pour leur talent et pour leur faculté d'indignation. Ils ont ce rôle d'être des sentinelles attentives. Leur sursaut moral, quelles qu'en soient les limites, a su trouver un large écho. A nous de savoir lui donner tous les prolongements citoyens et démocratiques qu'il appelle.

Sur le vif

Le jour de la manifestation du 22 Février à Paris, l'IFOP a réalisé pour le Monde et Radio Classique un sondage portant sur projet de loi Debré.

Parmi les questions posées aux manifestants, l'une traitait de la confiance qu'ils portaient aux hommes politiques dans ce dossier :

- Robert Hue arrivait largement en tête pour les personnes interrogées puisqu'il bénéficiait de la confiance de

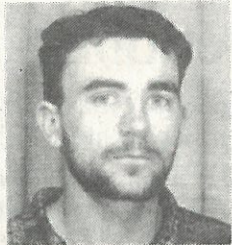
40 % d'entre eux.

- Lionel Jospin n'obtenait quant à lui que 34 %. Quant aux instigateurs de ce projet de loi Chirac, Juppé et Debré, leur cote était au plus bas n'obtenant respectivement que 7,4 et 2 % de confiance.

Des sympathisants socialistes déçus : selon ce même sondage, 76 % d'entre eux ont le sentiment que Lionel Jospin est resté trop en retrait de cette affaire.



4 questions à Gaëtan Papillon, secrétaire de l'U.E.C. sur la réforme Bayrou



NLA : Alors que l'université de Nantes commence à se mobiliser (500 personnes en AG, le mardi 18 février notamment), quelles sont tes réactions face aux propositions faites par le gouvernement sur la réforme de l'université ?

Gaëtan : Une chose est sûre, Bayrou a su profiter des erreurs commises par le gouvernement lors du C.I.P. Il n'a pas pour objectif d'imposer directement mais essaie de faire passer son discours par une pseudo consultation.

On le voit bien, le stage diplômant par exemple, proposé au départ par le CNPF et relayé ensuite par le Ministre de l'Éducation ne suscite pas pour l'instant l'énorme mobilisation qui avait suivi l'annonce du C.I.P. Cela est d'autant plus regrettable que ce que Bayrou proposait, ressemble à un C.I.P. multiplié par dix.

NLA : On sait maintenant que ces « stages diplômants » ont été transformés en « première expérience professionnelle ». Peux-tu exprimer la différence entre les deux et le sentiment que te donne ce projet ?

Gaëtan : Il est vrai que les syndicats tels que l'U.N.E.F. ont permis de faire reculer le gouvernement sur ce qu'il y avait de pire : travailler 39 heures par semaine pendant 9 mois pour 1 700 F mensuels maximum. Néanmoins, les stages de première expérience sont pour moi, source d'inquiétude. On ne cesse de dire : « les diplômés ne valent plus rien et conduisent tout droit vers l'A.N.P.E. En réalité, j'estime que le patronat tire un énorme bénéfice du désœuvrement étudiant, comme celui de nombreux jeunes. « La première expérience » est un stage de 4 mois rémunérés de 1 000 F à 1 700 F mensuels pour permettre à un étudiant de mieux connaître le monde du travail. Cette disposition a au moins 3 gros défauts. Le premier, et non le moindre, résulte dans le fait qu'on ne puisse attribuer ces stages à tous les U.F.R. : Quel stage va-t-on donner à ceux qui sont en lettres en histoire ou en philo ? La deuxième chose, la rémunération, l'intérêt est, à mon avis, avant tout celui du patronat qui va une nouvelle fois pouvoir utiliser des personnes diplômées à un prix dérisoire. Ce qui implique un troisième défaut, un étudiant qui travaille 39 heures pour une somme si modeste ouvre une nouvelle voie à la précarité et empêche bien malgré lui de nouvelles embauches « véritables ».

NLA : Hormis les stages de « première expérience professionnelle » que t'inspire plus largement la réforme Bayrou ?

Gaëtan : Elle n'est que poudre aux yeux. Le ministre propose un « plan 2000 plus » : construction de bureaux pour les enseignants, des locaux pour les étudiants, développeraient des bibliothèques et des restaurants universitaires... mais à budgets constants ! C'est-à-dire qu'il va falloir colmater les brèches des murs de l'université avec du papier mâché !

NLA : Quel peut être le rôle de l'U.E.C. face au désinvestissement actuel de l'état ?

Gaëtan : Nous voulons être auprès de chaque étudiant. Il ne s'agit pas pour nous d'imposer des idées préconisées mais nous avons à cœur de dénoncer les manquements graves d'un gouvernement qui tue sa jeunesse par omission. (La tuberculose est réapparue à la Fac de Nanterre !)

Nous pensons, par exemple, que la proposition du P.C.F. concernant l'idée d'une sécurité emploi-formation peut être source d'une véritable formation de qualité, accompagnée d'un emploi stable.

Remplacer chaque départ à la retraite par un jeune en emploi stable et jouissant du même statut, après si nécessaire, un temps de formation d'un an avec le salaire partant à la retraite. Voilà par exemple, une idée loin d'être conservatrice. Réserver aux jeunes la moitié du million d'emplois à créer dans les services publics, voilà une perspective qui laisse un espoir aux étudiants et plus largement à tous les jeunes !

l'Humanité



POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS

Téléphonez

au

02.40.35.03.00

1997

l'année de l'emploi des jeunes

Le risque de chômage s'est considérablement accru en 20 ans pour les jeunes, qui sont aujourd'hui plus de 610 000 à pointer à l'A.N.P.E. et connaissent une insertion dans l'emploi plus lente qu'auparavant et trop souvent marquée par la précarité.

Pour les 16-29 ans qui cherchent un emploi, le taux de chômage tourne actuellement autour de 20 % soit le double de leurs aînés, contre environ 6 % vingt ans auparavant.

Cela donne pour la seule ville de Nantes qui compte 250 000 habitants, 23 500 demandeurs d'emploi dont 4 300 sont des jeunes de moins de 25 ans.

Nationalement, parmi les moins de 30 ans qui ont un emploi, plus de 20 % sont en fait en stage, en contrat aidé, en contrat à durée déterminée (CDD) voire en intérim. Dans la fonction publique près de 45 % des jeunes sont non titulaires.

De plus, 6 jeunes sur

10 employés à temps partiel souhaiteraient travailler davantage.

En mars 1995, on comptait 132 000 jeunes en C.E.S., en hausse de 15 % en un an.

C'est la première fois dans l'histoire de notre pays qu'une génération vit plus mal que la précédente. Mais derrière la froideur de tous ces chiffres, il y a des jeunes qui ne demandent seulement qu'à vivre pleinement leur vie.

Le chômage, la précarité ne sont pas des fatalités mais le résultat d'une politique qui met l'argent et non l'homme au cœur de notre société.

Toutes les décisions qui sont prises par le gouvernement pour soi-disant lutter contre le chômage des jeunes n'ont en fait qu'un seul but répondre aux exigences patronales qui ont pour maître-mot flexibilité et précarité.

Le dernier sommet pour l'emploi des jeunes en est une parfaite illustration.

Il est urgent pour l'avenir de notre pays de rompre avec cet engrenage en orientant l'argent autrement.

Il faut tout d'abord un contrôle de l'argent public, trop d'exemples montrent dans notre département que les entreprises qui touchent des sommes importantes pour créer des emplois ne le font pas, pire, elles licencient quelques mois après comme entre autres chez Ventury, Matra MHS...

Il faut garantir à chaque jeune un emploi rémunéré et une formation professionnelle en alternance débouchant sur un emploi stable et un diplôme relevant sa formation initiale.

Pour que 1997 soit véritablement l'année de l'emploi des jeunes, le gouvernement devra prendre toutes ses responsabilités.

Mais ce n'est sûrement pas en surfant sur Internet comme le propose Chirac que le chômage des jeunes enregistrera une baisse.

8 mars à l'initiative du PCF



dominer chez les participants : celui d'être satisfaits de l'initiative de cette journée internationale de la Femme, qui n'avait pas fait l'objet d'une telle disposition des Communistes depuis plusieurs années.

« Parler des questions de femmes, de la parité, c'est bien mais agir comme le propose ce soir le Parti Communiste, c'est mieux » nous livre une des participantes.

Une soirée forte et chaleureuse où le spectacle musical proposé par Martine Saari, Charlotte Grenat et Pierre Lacot « Sois re-belle et t'est toi » a ravi tous les présents. « Tant pis pour ceux qui n'étaient pas là » nous affirme un jeune étudiant, bras dessus dessous avec sa copine, « ils ne savent pas ce qu'ils ont perdu et c'est regrettable, car vraiment c'était une super soirée ».

Salle Francine Vasse à Nantes, en ce samedi 8 mars le ton est donné tout de suite par la banderole se situant à l'entrée de la salle : « Femmes citoyen-

nes pour le changement en 1998 ».

Les discussions s'animent en attendant que débute la soirée. Un premier sentiment semble

CREER UNE VERITABLE DYNAMIQUE REND

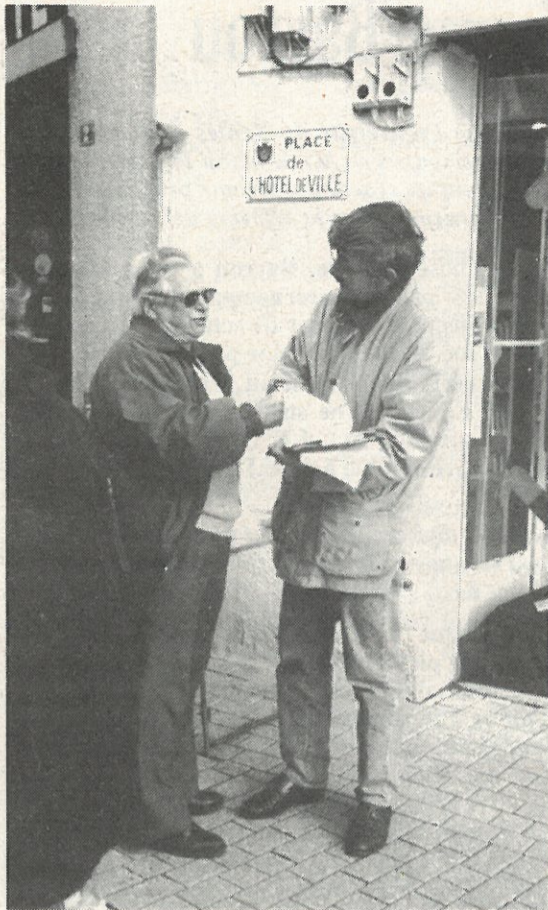
Le million de signatures, c'est bien parti

L'exigence d'être consulté sur la monnaie unique et la construction européenne grandit. A l'initiative des communistes, un nombre de plus en plus important de gens signe la pétition pour obtenir un référendum.

Sensibles aux menaces que fait peser sur l'emploi et les services publics la logique de Maastricht, 130 salariés des PTT à Nantes et 120 cheminots nantais ont d'ores et déjà signé la pétition.

Alors que les initiatives se multiplient - points de rencontre sur les marchés, à la porte des entreprises, portes à portes dans les quartiers populaires - que l'on soit pour ou contre l'actuelle construction européenne, des milliers de citoyens dans notre département entendent être consultés simplement pour donner leur opinion face à cette nouvelle phase que constitue le projet de mise en place d'une monnaie unique.

240 habitants de Couëron, 230 de Savenay ont ainsi manifesté cette volonté en signant la pétition. Lors d'un porte à porte auprès des 300 appartements de la Maison Radieuse de Le Corbusier à Rezé, 142 habitants signent. A Carquefou, à Blain, en Brière, à Saint-Nazaire, les pétitions circulent et recueillent le même écho. Le chiffre de 3 000 signatures est maintenant dépassé en Loire-Atlantique rendant l'objectif des 10 à 15 000 à portée des stylos. Rendons ce courant irrésistible en multipliant les initiatives permettant à des milliers de gens d'exprimer l'exigence d'un référendum avec les communistes et avec tous ceux qui, dans la diversité de leurs opinions, contribuent à cette campagne.



Echos des pétitions

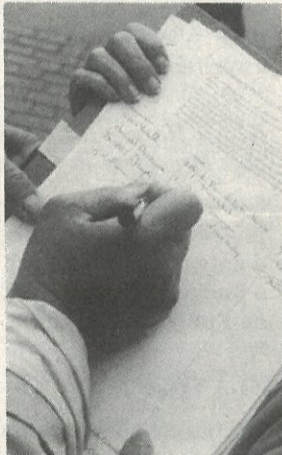
● A Savenay, 113 signatures sont recueillies sur le marché.

● Habitant la Maison Radieuse Le Corbusier à Rezé, un lecteur des Nouvelles recueille 142 signatures au porte à porte des 300 logements de son immeuble.

● Sur le marché d'Indre, 9 communistes recueillent 128 signatures.

● Entreprenant un porte à porte systématique de son quartier, la cellule des Dervallières à Nantes engrange plus de 600 pétitions ;

● Autour des militants communistes de Carquefou, la pétition circule : 86 signatures sont recueillies.



● L'engagement des directions de section est déterminant : l'ensemble du Bureau de Section de la Basse-Loire se rend sur le marché de Couëron et réunit 127 signatures.

● Les petits ruisseaux font les grandes rivières : 31 signatures lors d'un porte à porte à Bouguenais, 27 du côté de Blain, 55 à la Housais à Rezé...

● En Brière, plusieurs points de rencontre à la porte d'entreprises donnent les résultats suivants : 121 signatures à Elf, 41 à Gardiloire, 32 au terminal méthanier... A St Malo de Guersac, l'activité de la cellule permet de recueillir 498 signatures.

Actions communes avec d'autres forces politiques

Avec le Mouvement Des Citoyens (MDC), les initiatives communes décidées dans le département prennent corps : ainsi une lettre co-signée par Gilles BONTEMPS, secrétaire fédéral du PCF et Jean-Marie POUSSEUR, président départemental du MDC, vient d'être adressée aux quelques 5 000 élus municipaux du département (voir ci-contre). Par ailleurs la tenue de rencontres-débats organisées conjointement ont commencé à se tenir : après St-Nazaire le 4 mars, une remise de ce type est en préparation à Rezé - vendredi 21 mars à 20 h 30, salle Jean Jaurès - en attendant Châteaubriant, Le Croisic, La Chapelle-sur-Erdre, Saint-Brévin et Vallet.

Lors d'une rencontre avec la Ligue Communiste Révolutionnaire (L.C.R.) le 17 février dernier cette formation a rappelé son opposition à Maastricht et aux critères de convergence et a décidé de mener également campagne pour l'exigence d'un référendum.

Même chose après une rencontre avec « Alternative Rouge et Verte » (AREV) le 26 février qui estime qu'après les critères de Maastricht, le pacte de stabilité va encore accroître la dépression ». L'AREV entend également contribuer à la campagne pour une consultation référendaire.

Madame, Monsieur,

Où va l'Europe ?

Cette question posée par de plus en plus de citoyens de notre Pays grandit encore au moment où s'exprime la volonté de mettre en place la monnaie unique.

Avec la monnaie unique nous sommes de fait confrontés à trois enjeux :

- D'abord, un enjeu social, avec des craintes légitimes qui s'expriment en France et dans toute l'Europe sur les conséquences déjà douloureuses des politiques d'austérité conduites dans le cadre des critères de convergence du Traité de Maastricht.
- Ensuite, un enjeu de souveraineté et de démocratie. Ainsi, comment ne pas s'inquiéter d'une Banque Centrale Européenne, indépendante, inaccessible, orientant les politiques, sans contrôle, sans rendre de comptes aux Gouvernements.
- Enfin, un enjeu de conception du Monde avec l'inscription dans la concurrence et la guerre économique à outrance, avec des rapports de dominations.

Le débat est d'ailleurs ouvert par le mouvement social dans notre pays, à la recherche d'une autre logique que celle inspirée par le Traité de Maastricht. Il y a la volonté d'accorder une autre place aux individus dans notre société et l'idée que tout ce qui relève de la spécificité française n'est pas à rejeter mais peut au contraire constituer un atout pour la coopération et pour l'Europe.

Pour toutes ces raisons, avec ces enjeux, avec ces aspirations, ce qu'engage la monnaie unique, ne peut être décidé en dehors du peuple à l'issue d'un débat de spécialistes. Partageant ou pas ces enjeux, ou bien même les aspirations tels qu'ils sont exprimés ici, en tout état de cause, c'est aux français et françaises de décider.

C'est pourquoi nos deux partis, attachés à une certaine conception de la République et à la construction d'une Europe démocratique, respectueuse des nations qui la composent, demandent que la politique européenne de la France soit placée sous le contrôle des représentants du suffrage universel.

Nous tenions à vous alerter en tant qu'élu(e) local(e) sur les dangers graves que ferait peser sur l'emploi, les services publics, la citoyenneté et la souveraineté, la poursuite du processus d'intégration économique et monétaire. Et nous vous invitons, dans la diversité de nos approches politiques, à vous joindre à nous pour demander que le peuple soit consulté par voie de référendum avant tout passage à la monnaie unique.

Dans l'attente de votre réponse, de suggestions neuves, recevez, Madame, Monsieur, nos sincères salutations.

Jean-Marie POUSSEUR
Président départemental du
Mouvement des Citoyens

Gilles BONTEMPS
Secrétaire fédéral du
Parti Communiste Français

ANT INCONTOURNABLE UN REFERENDUM

Saint-Nazaire, le 4 mars 1^{er} meeting à l'initiative du PCF et du MDC

C'est dans une salle largement remplie que le 1^{er} meeting organisé sur notre département par le Mouvement des citoyens et le Parti communiste Français, s'est tenu à Saint-Nazaire le 4 mars. Ils avaient pris place à la tribune des représentants des deux partis. (photo ci-contre).

Gilles Bontemps pour le Parti Communiste et Charles Nicol pour le MDC ont successivement pris la parole après que Louis Dronval et Joël Batteux se soient exprimés.

L'AREV et la LCR ont également, lors de cette réunion, donné leur point de vue sur le référendum sur la monnaie unique.

Dans une série de localités de notre département et notamment le 21 mars à 20 h 30, salle Jean-Jaurès à Rezé, les meetings vont se poursuivre.

Pour le Parti Communiste, Gilles Bontemps a déclaré en présence de la monnaie unique : « S'agit en réalité, d'un projet politique concocté et piloté par les marchés financiers, qui consiste à mettre en place à l'échelle de l'Europe, une Banque Centrale Européenne basée à la BUNDESBANK allemande et qui prendrait la place des gouvernements nationaux et des gouvernements des différents pays, de leurs institutions sociales, économiques et monétaires. Le passage à la monnaie unique conduirait à une formidable aggravation du chômage, de la précarité, des acquis sociaux, à une mise en œuvre généralisée des services publics ».

Il devait rappeler suite les effets de la monnaie unique sur notre économie.

Chacun a ici en tête la Commission de l'Europe qui a produit une série de casses en matière de construction navale, de domaine portuaire, de pêche, d'agriculture, etc. ginez ce que sera demain, si les marchés financiers décident des orientations nationales à l'égard des Etats, comme ce fut le cas de la République de Weimar, rappelle Hans-Joachim Lauth, président de la BUNDESBANK, je te « avec leur politique d'attelage du Franc au Mark, les Français abandonnent une partie de leur souveraineté » et de poursuivre : « les marchés financiers seront les gènes des nations ».

En clair, il s'agit de la monnaie unique, d'un véritable carcan assurant la soumission des peuples aux conditions fixées par les marchés financiers, annulant toute velléité d'indépendance, tout libre choix des français et des élus qu'ils se donnent, notamment en matière de politique économique et sociale ».

Gilles Bontemps poursuit son intervention sur l'impossibilité de faire une politique de gauche en respectant le Traité de Maastricht : « Il n'est pas possible de laisser croire qu'on pourrait mettre ne œuvre en France une politique de gauche si ce sont les multinationales qui décident. Sur cette question nous avons une divergence profonde avec le Parti Socialiste. Il est pour la monnaie unique, nous sommes contre. Ce désaccord ne porte pas sur une question de technique monétaire. Il porte sur l'attitude à prendre, face à la logique ultralibérale qui anime la construction européenne actuelle. Le Parti Socialiste justifie sa position en assurant que le passage à la monnaie unique à 4 conditions. Or, l'examen de ces conditions montre qu'aucune d'entre-elles n'a de chance d'être remplie dans la marche actuelle à la monnaie unique. Alors, pourquoi laisser penser que c'est seulement en 1998, après une éventuelle victoire de la gauche aux élections législatives, que l'on pourra s'en assurer ? Il y a urgence à ce que le débat se mène entre for-

mations politiques et avec les citoyens pour dépasser cette situation. A un an des législatives, tous les Partis de gauche sont au pied du mur. Le PCF souhaite une construction politique à gauche sur la base d'une union nouvelle qui ne reproduise pas les erreurs du passé. Cela suppose de s'attaquer résolument à l'Argent Roi, de dégager les fondements d'une véritable politique de gauche, en développant l'intervention citoyenne. Il n'y a pas de politique économique et sociale progressiste possible sans se dégager de Maastricht et de la monnaie unique. Pour surmonter les obstacles, il faut que les citoyens s'en mêlent ». En conclusion Gilles Bontemps fait un certain nombre de propositions. « Nous sommes décidés à agir de façon offensive pour l'Europe. Il est indispensable de garantir la souveraineté nationale, de limiter les pouvoirs des organismes non élus, de rapprocher les centres de décision des salariés et des citoyens et de favoriser l'intervention de ceux-ci. Il est possible d'imposer à Chirac de tenir sa promesse d'organiser un référendum sur le passage à la monnaie unique et pourquoi pas de faire rejeter ce projet dangereux pour l'avenir et d'ouvrir une perspective à gauche. C'est en tous cas la détermination des Communistes ».

« Tout d'abord ce projet est antidémocratique et antinational : Alors que Léon Blum avait nationalisé la Banque de France sous le Front Populaire, le Traité de Maastricht a imposé une Banque Centrale Européenne confisquant de fait notre souveraineté monétaire. Après la souveraineté monétaire confisquée, la monnaie unique confisquera notre souveraineté budgétaire. Le fameux pacte de stabilité budgétaire prévoit un système d'amendes très lourdes pour les pays dont le PIB serait déficitaire de 3 %.

Belle solidarité européenne ! Le budget de la France ? Etabli à Bruxelles. Notre monnaie ? Frappée à Francfort. Notre service public ? Interdit car non européen, etc., etc.

Le projet de monnaie unique est antisocial en second lieu : Je vous parlais de Renault et de la Belgique, mais ceci n'a rien d'isolé. A la zone Euro, les capitaux, Au reste de l'Europe les entreprises délocalisées. Ainsi plus besoin d'aller chercher en Asie ou en Inde ce qui sera plus près de chez nous.

Nous n'accepterons jamais que le chemin parcouru depuis la révolution française, qui a fait du peuple de sujets un peuple de citoyens, soit parcouru en sens inverse ! »

Il est encore temps de choisir la France que nous voulons ».



De gauche à droite : Maxime Batard, MDC ; Jean-René Teillant, PCF ; Louis Dronval, PCF ; Joël Batteux, MDC ; Gilles Bontemps, PCF ; Charles Nicol, MDC.

Charles Nicol, pour le Mouvement des Citoyens, en rappelant les propos tenus sur Maastricht, devait déclarer : « On nous disait aussi, l'Europe de Maastricht c'est une Europe plus sociale. Et bien cette Europe « sociale » est là, présente, illustrée par la firme Renault en Belgique qui jette à la rue tels des kleenex usagés, les travailleurs dont elle n'a plus besoin. Et pourtant cette usine est rentable : mais ce qui intéresse les Maastrichtiens et les défenseurs de la monnaie, unique, ce ne sont pas l'emploi et les hommes, mais la finance et la spéculation !

Pour ensuite donner les raisons de l'exigence d'un référendum. « Tout d'abord ce projet est antidémocratique et antinational : Alors que Léon Blum avait nationalisé la Banque de France sous le Front Populaire, le Traité de Maastricht a

imposé une Banque Centrale Européenne confisquant de fait notre souveraineté monétaire. Après la souveraineté monétaire confisquée, la monnaie unique confisquera notre souveraineté budgétaire. Le fameux pacte de stabilité budgétaire prévoit un système d'amendes très lourdes pour les pays dont le PIB serait déficitaire de 3 %.

Belle solidarité européenne !

Le budget de la France ? Etabli à Bruxelles.

Notre monnaie ? Frappée à Francfort.

Notre service public ? Interdit car non européen, etc., etc.

Le projet de monnaie unique est antisocial en second lieu :

Je vous parlais de Renault et de la Belgique, mais ceci n'a rien d'isolé.

A la zone Euro, les capitaux,

Au reste de l'Europe les entreprises délocalisées. Ainsi plus besoin d'aller chercher en Asie ou en Inde ce qui sera plus près de chez nous.

Nous n'accepterons jamais que le chemin parcouru depuis la révolution française, qui a fait du peuple de sujets un peuple de citoyens, soit parcouru en sens inverse ! »

Dans sa conclusion, Charles Nicol devait déclarer :

« Je pense que ce projet de monnaie unique est avant tout un projet anti-européen. Ceux qui prônent la monnaie unique ont perdu pied avec la réalité des choses. Ils n'ont plus rien à dire ou à proposer aux Français : alors pour se dédouaner, ils ont pris pour nouveau fond de commerce, l'Europe.

Ce sont les mêmes qui après avoir fait naître l'exclusion, créent des fondations contre l'exclusion. Cette attitude est un terreau pour Le Pen, elle abandonne la Nation à l'extrême droite alors que la Nation, la République et ses couleurs, sont des valeurs de gauche nées avec la révolution et la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Ceux qui, à Gardanne, s'en sont souvenus ont battu le fascisme alors qu'à 30 km de là, ceux qui se réclamaient de Maastricht ont livré clés en mains, la mairie au couple Mégret. L'Euro est un projet anti-européen parce qu'elle divise l'Europe.

Il est encore temps de choisir la France que nous voulons ».

A propos du Front National

Au lendemain de l'élection de Vitrolles, radios, télévisions et presses écrites y sont allés bon train sur le Front National.

Cette élection a choqué les Français. Si les résultats électoraux doivent beaucoup à des raisons locales car ni les élections partielles ni les enquêtes d'opinions ne révèlent de poussée significative de l'extrême droite, la question du maintien de son influence à un niveau élevé est un véritable défi lancé à la société.

La droite porte une lourde responsabilité en reprenant de plus en plus à son compte, les thèmes favoris de Le Pen. Mais les démocrates et les forces politiques de gauche sont également « au pied du mur ». L'exaspération, l'angoisse provoquée par le chômage ou la précarité, le sentiment d'être abandonné, écrasé, méprisé par les puissants, favorisent le

vote extrémiste, trop souvent perçu comme un coup de pied dans la fourmilière.

Différents sondages réalisés dans la dernière période permettent d'approcher quelques questions.

Par exemple le sondage du CSA pour Le Parisien montre que 56 % des personnes interrogées disent ou ont peur de la montée du Front National.

Dans cette même enquête, 78 % considèrent que le FN est une formation d'extrême droite, 70 % qu'elle est raciste, 64 % qu'elle représente un danger pour la démocratie.

Comment lutter contre le Front National, là aussi les gens donnent des indications.

Toujours suivant le sondage CSA Le Parisien, pour 82 % des gens, lutter contre le FN passe par une préoccupation plus attentive des hommes politiques aux préoccupations des citoyens. Il faut, pour

78 % d'entre eux, améliorer la sécurité dans les villes et les banlieues, lutter contre la corruption pour 76 %, mieux intégrer les immigrés en situation régulière pour 75 % et enfin faire reculer le chômage pour 68 % des personnes interrogées.

Jean-François Gau, au lendemain de l'élection de Vitrolles a déclaré à Marseille « Si on veut combattre le Front National, il ne faut pas se compromettre avec lui, or dans la région, la droite a longtemps joué avec le feu pour des raisons politiques. Et au plan national, on la voit (...) reprendre à son compte les thèmes favoris de la démagogie lepéniste. La responsabilité de la droite est très lourde (...) ». Il a poursuivi « Peut-on rassembler (...) la majorité anti-Front national sans être porteur du mécontentement majoritaire face à la politique et aux pro-

1931 LES NAZIS DISAIENT:

500.000 CHÔMEURS, 400.000 JUIFS
LA SOLUTION EST TRÈS SIMPLE...



AUJOURD'HUI
LE FRONT NATIONAL DIT :



PLUS JAMAIS ÇA!

Côte à côte, l'affiche nazie mettant en parallèle des juifs et des chômeurs et l'affiche FN des élections de 1978 comparent le nombre d'immigrés au nombre de chômeurs.

jets de la droite française et européenne ? (...) plus attentifs aux préoccupations des citoyens ? (porteur) de l'aspiration à un changement réel ? ».

A Gardanne, « Roger Meï a fait la démonstration qu'on peut non seulement battre le Front national, mais le faire reculer. Cela implique une autre conception et une autre pratique de la politique, faites de proximité, d'écoute, d'honnêteté, d'humani-

nisme, d'encouragement à l'intervention citoyenne, de propositions de transformation réelle, d'attachement à la nation... ». « Le Parti Communiste n'a pas besoin de se forcer pour répondre à ces exigences : ce sont ses choix politiques. (...) Ce problème est posé à toute la gauche, à toutes les forces progressistes, à toutes celles et tous ceux qui sont à la recherche de l'efficacité maximale pour combat-

tre le Front national ».

C'est ainsi que les communistes agissent et rassemblent dans de nombreuses villes et quartiers autour des questions importantes telles l'insécurité, les libertés avec notamment la Loi Debré, les injustices, la pauvreté, etc.

Depuis plusieurs numéros des Nouvelles nous donnons écho à ces actions afin qu'elles soient d'abord connues et qu'elles encouragent à leur développement.

L'insécurité est une des composantes de la crise, elle naît du chômage, de la précarité, de l'exclusion. Aucune ville n'est épargnée. Pourtant le quartier Beaujoire, St Joseph Gachet passe pour être calme et agréable à vivre. C'est un quartier récent, situé à proximité de l'Erdre, qui s'est fortement urbanisé ces dix dernières années (il compte environ 8 000 habitants).

Depuis quelques mois, nombreux sont les habitants qui ne s'y sentent plus vraiment en sécurité. Une « petite » délinquance s'est développée et pourrit la vie de tous les jours. Les vols dans les voitures, dans les maisons y sont nombreux.

Les étudiants de l'école vétérinaire (site d'atlapôle) sont particulièrement touchés par ce phénomène. Leur ferme expérimentale est régulièrement visitée, des dégradations y sont commises, les vols d'animaux sont nombreux. De plus, au

mois d'octobre 96, trois étudiants ont été agressés, une étudiante ayant été victime d'une tentative d'enlèvement. Depuis des mois, ils déposent plainte sur plainte... pas vraiment suivies d'effet.

A l'autre extrémité de ce grand quartier (secteur Beaujoire, St Joseph), les problèmes sont différents mais perturbent également la vie des habitants. En effet, le parking de la Beaujoire est connu depuis des années pour être un lieu de rencontres pour couples échangistes. Le soir de nombreuses voitures y circulaient de manière discrète. Mais depuis un an ou deux, le nombre de voitures s'est multiplié, y compris dans la journée, et le phénomène a gagné les rues environnantes. Les habitants du quartier sont importunés, les femmes sont suivies à leur descente du tramway, les enfants sont régulièrement la cible d'exhibitionnistes. Certaines familles sont allées porter plainte,

d'autres ne laissent plus leurs enfants fréquenter même dans la journée certaines rues menant aux terrains de sport ou aux aires de jeux.

Depuis des mois, les habitants demandaient une meilleure prise en charge du quartier par la police (secteur, sous le contrôle du commissariat de Patisou qui n'est pas doté d'antenne de Police et qui est pris en charge par un seul flotier).

Devant le peu d'empressement des autorités compétentes à répondre à leur demande, des représentants d'associations (Commune Libre de St Joseph, CSCV, représentants de plusieurs lotissements, et représentants d'une association étudiante) et des particuliers ont décidé d'aller en délégation avec des Elus Communistes Nantais au Commissariat. Après discussion ils ont obtenu, du responsable des flotiers, l'assurance de voir le nombre de rondes augmenté. Ce qui fut fait les jours suivants mais

sans que cela ait pu régler définitivement les problèmes, malgré plusieurs arrestations en flagrant délit.

Après avoir participé à une conférence de presse, à l'initiative des Elus Communistes, les associations et les habitants sont bien décidés à ne pas en rester là. Une demande d'audience a été faite auprès du préfet. Un responsable de son cabinet a fait savoir qu'il recevrait une délégation d'habitants et d'Elus Communistes dans les prochains jours. Il attendrait les résultats d'une enquête demandée, suite à l'action menée, aux services de police.

Vivre en sécurité est une aspiration légitime que la société doit pouvoir assurer à tous ses membres. Chacun remarque une recrudescence de comportements relevant de l'incivisme ou de l'interdit légal. Qualifiés de banals une grande partie de ces actes restent sans réponse pénale. Cela

irrite d'autant plus les victimes et contribue à renforcer la dégradation des conditions de vie de chacun. Il faut prendre ces phénomènes d'insécurité à leur source, et cela ne peut se faire au niveau local que si associations, habitants et Elus municipaux s'en mêlent.

Cela est sans doute la meilleure méthode pour combattre le découragement ou la méfiance vis à vis des institutions.

Il faut s'attacher à ce que la police nationale devienne une véritable institution de proximité. Des flotiers en nombre suffisant permettraient de rétablir un climat de confiance.

C'est aussi une manière de rappeler que la police nationale est investie d'une mission de service public, c'est-à-dire qu'elle est au service de tous les citoyens. Les habitants avec les Elus municipaux dans ce quartier, comme dans d'autres, aideront à faire respecter cette exigence.

VIVRE EN EN SÉCURITÉ

- Une aspiration légitime des citoyens
- Une mission de service public

► Kerlédé : autour de 1 000 questions

Le 26 février 1997, la cellule de Kerlédé à Saint-Nazaire organisait un débat public au sein du quartier. Deux élus municipaux y avaient été invités pour répondre aux interrogations des participants concernant les problèmes municipaux.

Le premier thème abordé fut celui des Chantiers avec l'inquiétude grandissante concernant la commande des paquebots, les conséquences sans cette commande pour l'emploi, les raisons politiques de cette attente et l'avenir en général de l'industrie navale à Saint-Nazaire.

Le Plan Global de Développement fut évoqué, avec pour préoccupa-

tion principale la Maison du Peuple. Ensuite on continua sur la loi Debré et la prise de conscience qu'elle entraîne de la part des citoyens ; les difficultés de compréhension sur les problèmes spécifiques : Chantiers de l'Atlantique, loi quiritaire ou bien encore fiscalité, le site du Carnet... autant de questions où les avis fusent et la discussion s'enrichit.

Commencée à 20 h 45, la réunion prit fin à 23 h 45 avec des discussions très enrichissantes de la part des participants, où la parité s'impose d'elle-même (8 femmes et 7 hommes) et 3 non adhérents (et ce pendant un match de football télévisé).

► Blain : au cœur des problèmes

A l'initiative de la Cellule locale, 15 personnes étaient réunies dans une salle municipale du centre ville pour débattre avec les communistes.

Les sujets traités furent nombreux : le Parti Communiste après le Congrès, les prochaines échéances électorales, la monnaie unique et l'initiative de la pétition pour un référendum, les mauvais coups de la droite et les réponses sur l'Hôpital de Pont-Piétin.

Sur tous ces sujets, une idée revenait : ne pas laisser faire, ne pas accepter mais comment faire ? Le

débat fut riche et constructif autour de la nécessité de se rassembler pour imposer d'autres choix, une autre politique.

C'est ainsi que l'idée de lancer une action spécifique autour de l'Hôpital pour imposer que l'Etat ne réduise pas le budget et par conséquent les moyens, a été avancée. Une action où pourraient se retrouver les salariés de l'Hôpital mais aussi la population directement intéressée à la question.

Une réunion publique constructive de laquelle nous pourrions bien reparler prochainement...

► Témoignages : « J'ai 52 ans et je travaillais dans la Construction Navale »

Nous étions sur le marché, la discussion allait bon train avec les chalandiers pour signer la pétition pour un référendum.

« Je vous ai entendu, pourrai-je signer ? » me dit une voix derrière moi.

Il s'agissait d'un vendeur du journal Macadam qui, lui aussi, avait décidé de faire du marché le lieu de ses sollicitations.

La conversation s'engage vite avec cet homme de 52 ans venu de Brest dans notre région pour « tenter de s'en sortir », comme il me dit.

Il était métallurgiste à Brest dans la Construction Navale ; les licenciements se sont multipliés dans son entreprise qui a d'ailleurs fermé, et puis il s'est retrouvé au chômage avec une qualification, une profession, qu'il cherche depuis 6 ans d'exercer mais en vain.

« Ils ont tout détruit »

me dit-il la voix cassée, « et aujourd'hui ils voudraient nous faire croire que c'est l'Europe qui va nous sortir de là. J'ai entendu pour Renault ce matin à la radio, ça continue. Jusqu'où vont-ils aller ? ».

Il m'explique dans la conversation, comme il en est arrivé là. « Tu sais, vendre des journaux ce n'est pas le pied ; je le revends 10, regarde ce qu'il me faudrait vendre pour vivre simplement normalement. Mais que veux-tu que je fasse ; à 52 ans personne ne veut plus de moi... ».

Il vendra quelques journaux ; nos regards un peu complices se croiseront plusieurs fois dans la matinée, avant qu'il vienne me serrer la main avec une sorte d'émotion en me disant « Vous avez raison, il ne faut pas baisser les bras ».

Comment les ASSEDIC et une banque de service public s'enrichissent sur le dos des chômeurs ?

L'anecdote peut faire sourire pourtant c'est une réalité que beaucoup de chômeurs indemnisés rencontrent peut-être. c'est ce qui est arrivé à une lectrice des Nouvelles de Loire-Atlantique qui nous a raconté son histoire.

« Vous êtes un demandeur d'emploi qui travaille quelques heures par mois. Pour percevoir vos indemnités, vous devez envoyer un bulletin de salaire des heures de travail effectuées. Lorsque vous avez réalisé cette démarche, bien souvent on arrive au 5 du mois. En général les ASSEDIC effectuent les virements d'indemnités vers le 10 du mois ». Pourtant, notre lectrice perçoit souvent celles-ci vers le 15 du mois : anomalie du système ou retard volontaire ! La question est posée.

Mais là où notre lectrice s'interroge, c'est quand le retard « volontaire » coïncide avec les intérêts des banques. Au cours du mois de février 97, notre lectrice effectua les démarches habituelles pour percevoir ses indemnités. Au lieu de recevoir son virement le 15 du mois, elle attend jusqu'au 4

du mois de mars 97. A qui profite ce retard quand on connaît la situation des caisses de l'UNEDIC ? Certainement pas au demandeur d'emploi, puisque comptant sur ce virement, notre lectrice émit des chèques en toute bonne foi.

Mais là aussi, le système est implacable et inhumain.

La Poste, sans se poser de question, a refusé 4 chèques d'une valeur inférieure à 200 francs et a fait payer à notre lectrice la somme de 125 francs par chèque émis, pour frais de dossier.

Coût du retard à ce jour : 600 francs de frais de dossier, des angoisses supplémentaires puisqu'il faut contacter toutes les personnes concernées par les chèques rejetés, s'expliquer, s'excuser, se retrouver dans une situation délicate.

La morale de cette histoire, aucune. Si l'argent était au service de l'homme, et non le contraire, pareille histoire ne mettrait une majorité de gens dans des situations humiliantes et indignes, dans une société qui se dit moderne et civilisée.

EDF : des conceptions singulières de la démocratie

Il ne semble pas y avoir pour la direction EDF de notre département de « petits moyens » pour faire passer sa politique par rapport à la situation de Cordemais où elle propose la fermeture de tranches, ou encore pour accrédi-ter l'idée que l'accord sur l'aménagement du temps de travail que le personnel a largement rejeté serait positif.

Elle réunit tout simplement les élus du suffrage universel (élus municipaux, régionaux, départementaux) toutes tendances politiques confondues, pour qu'ils deviennent les propagandistes de sa politique.

Drôles de méthodes qui s'opposent frontalement à tout respect des règles élémentaires de la démocratie.

Au nom de quoi en effet, la direction de l'EDF se permet-elle de faire pression sur les élus du peuple ? N'y-a-t-il pas là une démarche qui va au-delà des prérogatives d'une entreprise fut-elle nationale ?

L'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains, dès qu'elle a eu connaissance de cette situation, a tout de suite condamné de telles pratiques.

Du 13 au 17 mars 1997

PORTES
OUVERTES
RENAULT

OUVERT
DIMANCHE 16 MARS

Jusqu'à
15 000 F*
d'économie

Economisez 90 % sur le prix des équipements en option, du contrat Losange ou du contrat d'entretien selon les véhicules neufs signalés dans la limite de 15 000 F. Offre non cumulable, réservée aux particuliers et valable du 13 au 17/03/97.
* Exemple pour l'achat d'une Laguna Initiale V6 auto.



Crédit
3,90%
sur 12 mois

Avec un apport minimum de 10 % sur toute la gamme Renault VP neufs ou Renault Occasions de moins de 5 ans et un montant égal ou supérieur à 15 000 F. Exemple pour un montant financé de 20 000 F, soit 12 échéances de 1 702,08 F. Intérêts du prêt : 424,96 F. T.E.G. : 3,90 %. Sous réserve d'acceptation par la DIAC S.A au Capital de F 400 000 000 RCS Bobigny B 702 002 221. Offre valable du 13 au 17/03/97.

Capital Reprise
Jusqu'à
10 000 F

Pour l'achat d'un véhicule neuf signalé, nous vous proposons de bénéficier d'un Capital Reprise pouvant aller jusqu'à 10 000 F. Ce Capital Reprise s'ajoute à la valeur de votre ancien véhicule aux conditions générales Argus, diminuée des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard ou en constitue la valeur de reprise. Offre non cumulable, réservée aux particuliers et valable du 13 au 17/03/97.



Grand Jeu Renault de la Twingo Air

24 Twingo Air et
200 000 Polos Twingo
à gagner

Grand jeu national gratuit

RENAULT ST-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
ROND POINT OCEANIS
VOIE EXPRESS PORNICHET
TEL. 02 40 17 20 20



RENAULT

Souscription de la maison des communistes

La souscription lancée pour réaliser les rénovations et les travaux nécessaires à une meilleure utilisation du siège de la Fédération du Parti Communiste Français, continue.

Nous publions une nouvelle liste des souscripteurs qui depuis notre édition du 31 janvier, ont effectué des versements.

Notons particulièrement, les 8 030 francs que les vétérans du Parti ont versé lors de leur Assemblée Générale le 18 février 97.

Cette nouvelle liste d'un total de 28 891,50 francs est encourageante quant aux possibilités qui existent de parvenir aux objectifs que nous nous sommes fixés. Les efforts ne doivent pas se relâcher, il faut proposer largement dans et autour du Parti, de verser à la souscription, afin de faire du siège fédéral la Maison dont les Communistes ont besoin.

3^e liste arrêtée au 3 Mars 1997

PRESQU'ÎLE GUERANDAISE

Cellule MOUGUENOT Pornichet 700 f ; Roger LE MERRER 200 f ; Claude DAUCE 200 F ; Yvonne NOBLET 80 F ; Emilienne LAURENT 100 F ; Marie-Françoise HUET 100 F ; Alexandre DENIGOT 200 F.

SAINT-NAZAIRE

Jean LE GARFF 100 F ; Anonyme 250 F ; René MAGRE 300 F ; Maurice et Louise PICONNIER 500 F ; Maurice ROCHER 500 F ; Mireille ROUAUD 300 F.

NANTES

Cellule LE PAIH 500 F ; C.D.H. LE PAIH 500 F ; Cellule PICASSO 1 000 F ; Albert POITVIN 500 F ; Gaby GASPART 100 F ; Xavier MERCIER 100 F ; Raymond LE MERDY 500 F ; Paul ROBERT 300 F ; Marie-Claude MELAT 200 F ; Jean BORE 300 F ; Jeanne JANTZEN 300 F ; M.T. et R. BILLAUD 500 F.

BRIERE

Cellule de la CHAPELLE DES MARAIS 600 F ; Monique MIMS 200 F ; M. LE DAHERON-FEVRIER 500 F ; sur liste par la cellule de la Chapelle des Marais 600 F.

CHATEAUBRIANT

Michel PRODEAU 500 F ; Fernand OGER 200 F.

3 RIVIERES

Cellule de BLAIN 1 500 F ; Jean-Pierre LAMORLETTE 100 F ; Jean-Luc PLUMELET 200 F.

ST-HERBLAIN GESVRES ET CENS

C.D.H. cellule VIAUD-KURON 300 F ; cellule SIPO 500 F ; cellule COMMUNE DE PARIS 500 F ; cellule du BOURG ST-HERBLAIN 150 F ; cellule CROIZAT 200 f ; Ginette JACOTIN 150 F ; Robert DUBOURG 200 F.

BASSE LOIRE

Yvon et Yvette BONTEMPS 1 200 F ; Catherine et Roger BARBOTTEAU 2 300 F ; Jean-Yves MARTIN 250 F.

VAL DE LOIRE

Cellule VAILLANT-COUTURIER (Tabacs) 1 000 F.

LOIRE ET SEVRE

Cellule BOUVIER 650 F ; Cellule DALLIDET 500 F ; Georges LERAY 200 F ; Yves PENEAU 100 F ; Mme JOSNIN 200 F ; M. et Mme DOUGUET 200 F ; mme KERMAGORET 100 F ; Mme PILET 100 f ; Alice et Jacques ROUSSEAU 500 F.

PAYS DE RETZ

Cellule M CACHIN (Bourgneuf-les-Moutiers) 500 F ; Section 1 611,50 F ; Louise KERVEGANT 200 F ; Paul LEGE 100 F ; Yves SIMON 50 F ; Gérard SURY 100 F.

REZE SUD LOIRE

Cellule de la SNIAS 3 000 F ; Cellule FRAIX 500 F ; Germaine CHAUMONT 200 F ; Pierre DURAND 300 F.

La riposte des fonctionnaires



Forte mobilisation des fonctionnaires à l'appel de l'ensemble de leurs organisations syndicales le 6 mars.

Tant à Nantes qu'à St-Nazaire les manifestations ont connu un franc succès pour exiger la revalorisation des salaires, la défense et l'amélioration des services publics, des statuts, le développement de l'emploi.

Il faut dire que la politique gouvernementale n'y va pas par quatre chemins ; ainsi, le budget proposé par le gouvernement en accord avec l'ensemble de la droite

au Sénat et à l'Assemblée Nationale, se propose de faire fondre les effectifs de la Fonction Publique de 6 000 emplois, dont 5 000 dans l'Education nationale.

De telles mesures s'inscrivent totalement dans les orientations des critères de Maastricht qui se proposent de diminuer les déficits publics.

Les fonctionnaires, dans l'unité syndicale, ont su le 6 mars exprimer avec force leur volonté de défendre le service public et les revendications. Ils entendent ne pas en rester là.

DU 12 AU 22 MARS

Les 10 jours fous

CUISINES SCHMIDT
Cuisines et Salles de Bains

S.A. Alain GREGOIRE

48 Bd Victor-Hugo
44600 SAINT NAZAIRE

Tél. 02.40.66.33.64 - Fax : 02.40.01.84.46